



Préconisations en matière d'urbanisme
dans les zones d'aléas des Pieds de Coteaux
des Wateringues

Annule et remplace les préconisations
d'urbanisme d'octobre 2013

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

Juin 2018

Sommaire

I – Préambule.....	4
II – Contexte.....	5
III – Communes concernées.....	5
IV – L’instruction d’un acte d’urbanisme en zone d’aléa.....	7
4-1 – Les zones d’aléa définies.....	7
4-2 – Les étapes d’instruction d’un acte d’urbanisme en zone d’aléa.....	8
V – Compatibilité des projets avec la loi sur l’eau et les milieux aquatiques.....	10
VI – Limite d’utilisation du document.....	10
VII – Définitions.....	10
VIII – Les préconisations en matières d’urbanisme.....	11
8.1 – Cotes de référence.....	11
8.2 – Préconisations d’urbanisme par zone.....	13
<i>Dispositions en zones de conditions extrêmes.....</i>	<i>13</i>
<i>Dispositions en zone de forte accumulation.....</i>	<i>15</i>
<i>Dispositions en zone de fort écoulement.....</i>	<i>17</i>
<i>Dispositions en zone d’écoulement.....</i>	<i>19</i>
<i>Dispositions en zone d’accumulation moyenne.....</i>	<i>22</i>
<i>Dispositions en zone de faible accumulation.....</i>	<i>26</i>
<i>Dispositions en zone de très faible accumulation.....</i>	<i>30</i>
<i>Dispositions en zone de production de ruissellement.....</i>	<i>34</i>
Annexe 1 – Logigramme d’instruction d’un acte d’urbanisme.....	35
Annexe 2 – Tableaux de synthèse.....	36

I – Préambule

La mise en œuvre de la loi ALUR a délégué aux collectivités ou EPCI l'instruction des actes d'urbanisme. La connaissance du risque oblige l'autorité compétente à sa prise en compte.

En dehors d'une inscription de règles dans le plan local d'urbanisme ou dans un plan de prévention des risques, l'autorité compétente prend les décisions individuelles d'urbanisme dans une zone de risque sur le fondement de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme. Cet article, d'ordre public, fait l'objet d'une jurisprudence importante.

L'autorité compétente doit prendre en compte le risque dans la décision individuelle, en élaborant des prescriptions spécifiques au projet, selon la nature et l'intensité du risque auquel il est exposé.

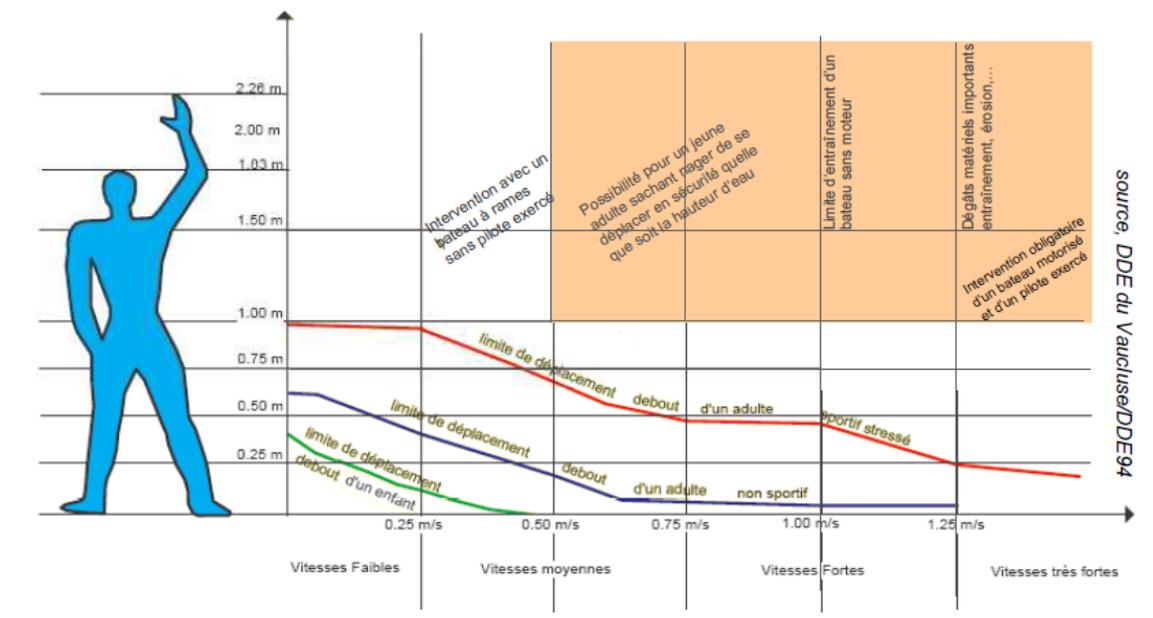
Ce document **propose** :

- des préconisations d'urbanisme adaptées au type de projet et à l'exposition au risque du projet. Elles s'appliquent dans l'attente de l'approbation du plan de prévention du risque inondation des Pieds de Coteaux des Wateringues. Elles ont vocation à faciliter l'application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme et à fournir un cadre opérationnel à l'instruction des actes d'urbanisme dans l'attente de l'approbation du PPR.
- la position que les services de l'État adopteraient s'ils devaient instruire un acte d'urbanisme dans les zones d'aléa de ce PPR.

L'objectif recherché est de réduire la vulnérabilité de ce territoire sensible aux phénomènes d'inondation par débordement de cours d'eau et de ruissellement.

L'instructeur veillera à analyser l'impact du risque sur le projet mais également l'impact du projet sur le risque déjà présent (la réalisation du projet ne va-t-il pas aggraver le risque ?)

Le schéma ci-dessous présente les limites de déplacement des personnes en fonction de la hauteur d'eau et de la vitesse d'écoulement.



► Non seulement la hauteur mais également la vitesse du courant peuvent altérer les capacités de déplacement des individus et par conséquent leur sécurité.

II – Contexte

En 2012, les services de l'État ont mené une étude d'amélioration de la connaissance du phénomène de ruissellement et d'inondation d'origine continentale sur le territoire des Wateringues. Un Porter à Connaissance « Maîtrise de l'urbanisation sur le territoire des Wateringues face aux risques de ruissellement et d'inondation d'origine continentale » a été réalisé le 18 octobre 2013. Il comportait des cartographies figurant les zones de production, de ruissellement, d'accumulation sur le secteur des pieds de coteaux et une zone plane rétro-littoral et des préconisations d'urbanisme. Cette étude portait sur 23 communes.

Le 1^{er} septembre 2014, le territoire des Pieds de coteaux des Wateringues a fait l'objet d'un Plan de prévention des risques inondation prescrit sur 45 communes, dont 16 communes* étudiées précédemment. Les études menées ont permis de qualifier l'aléa de référence (occurrence centennale), et d'affiner sur les communes déjà étudiées les phénomènes rencontrés.

Plusieurs phénomènes sont considérés : **l'accumulation**, en pied de versant au niveau des points bas naturels, et **l'écoulement**, au niveau des zones pentues, talwegs naturels ou axes de concentration des flux. Le phénomène de remontée de nappes a été pris en compte dans la modélisation de l'aléa.

Ainsi pour les 16 communes*, les présentes préconisations annulent et remplacent celles du PAC du 18 octobre 2013.

III – Communes concernées

Alembon	Coulogne	Nielles-les-ardres
Andres	Eperlecques	Nielles-les-Calais
Ardres	Escalles	Nortkerque
Les Attaques	Fiennes	Peuplingues
Autingues	Frethun	Pihen les Guînes
Audruicq	Guînes	Polincove
Balinghem	Hermelinghen	Recques sur Hem
Bonningues les Calais	Hervelinghen	Rodelinghem
Bouquehault	Hames-Boucres	Ruminghem
Brêmes	Leubringhen	Sangatte
Caffiers	Landrethun le Nord	Saint Inglevert
Calais	Landrethun les Ardres	Saint-Tricat
Campagne les Guînes	Licques	Tournehem sur la Hem
Clerques	Louches	Zouafques
Coquelles	Muncq-nieurlet	Zutkerque

* Il s'agit des communes d'Andres, Ardres, Les Attaques, Audruicq, Balinghem, Brême les Ardres, Coquelles, Coulogne, Frethun, Guînes, Hmes-Boucres, Nielles les Ardres, Nielles les Calais, Nortkerque, Ruminghem, Saint-Tricat

IV – L’instruction d’un acte d’urbanisme en zone d’aléa

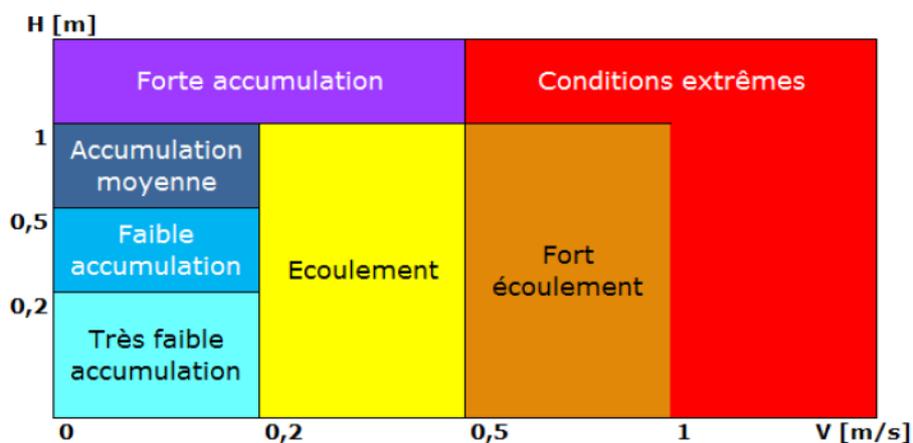
4-1 – Les zones d’aléa définies

Dans l’attente de l’approbation du PPR Inondation des Pieds de Coteaux des Wateringues, la phase transitoire d’instruction consistera à s’appuyer sur les cartographies intitulées « Cartographie de l’aléa au sein du bassin versant des Pieds de Coteaux des Wateringues » et « Cartographie des hauteurs d’eau au sein du bassin versant des Pieds de Coteaux des Wateringues ».

Ces cartographies, fiabilisées par les données topographiques disponibles, font apparaître l’ensemble des données relatives aux différents types d’inondation :

-  les **zones de très faible accumulation** dans lesquelles les hauteurs d’eau se situent entre 0 m et 0,2 m avec des vitesses d’écoulement pouvant atteindre 0,2 m/s
-  les **zones de faible accumulation** dans lesquelles les hauteurs d’eau se situent entre 0,2 m et 0,5 m avec des vitesses d’écoulement pouvant atteindre 0,2 m/s
-  les **zones d’accumulation moyenne** dans lesquelles les hauteurs d’eau se situent entre 0,5 m et 1 m avec des vitesses d’écoulement pouvant atteindre 0,2 m/s
-  les **zones d’écoulement** dans lesquelles les hauteurs d’eau peuvent atteindre 1 m avec des vitesses d’écoulement se situant entre 0,2 m/s et 0,5 m/s
-  les **zones de fort écoulement** dans lesquelles les hauteurs d’eau peuvent atteindre 1 m avec des vitesses d’écoulement se situant entre 0,5 m/s et 1 m/s
-  les **zones de forte accumulation** dans lesquelles les hauteurs d’eau sont supérieures à 1 m avec des vitesses d’écoulement pouvant atteindre 0,5 m/s
-  les **zones de conditions extrêmes** dans lesquelles les hauteurs d’eau sont supérieures à 1 m avec des vitesses d’écoulement se situant entre 0,5 m/s et 1 m/s ou des hauteurs d’eau variables et des vitesses d’écoulement supérieures à 1 m/s

Tableau de correspondance entre la vitesse d’écoulement et la hauteur d’eau



Dans les zones d’accumulation, la hauteur d’eau est le facteur prépondérant.

Dans les zones de ruissellement, la vitesse est le facteur prépondérant.

Le territoire du bassin versant situé hors zone d’aléa est considéré comme une zone de production de ruissellement dans laquelle des préconisations sont proposées.

4-2 – Les étapes d’instruction d’un acte d’urbanisme en zone d’aléa

Le principe d’instruction sera d’identifier :

- 1) si la parcelle est exposée à un aléa et de définir la classe d’aléa
- 2) les informations liées au projet : projet neuf, extension, camping...

3) le principe de constructibilité auquel sont associées les prescriptions. Elles devront être motivées en s’appuyant sur l’article R.111-2 du code de l’urbanisme.

Un logigramme d’instruction figure en annexe 1.

DÉROULÉ DE L’INSTRUCTION D’UN ACTE D’URBANISME

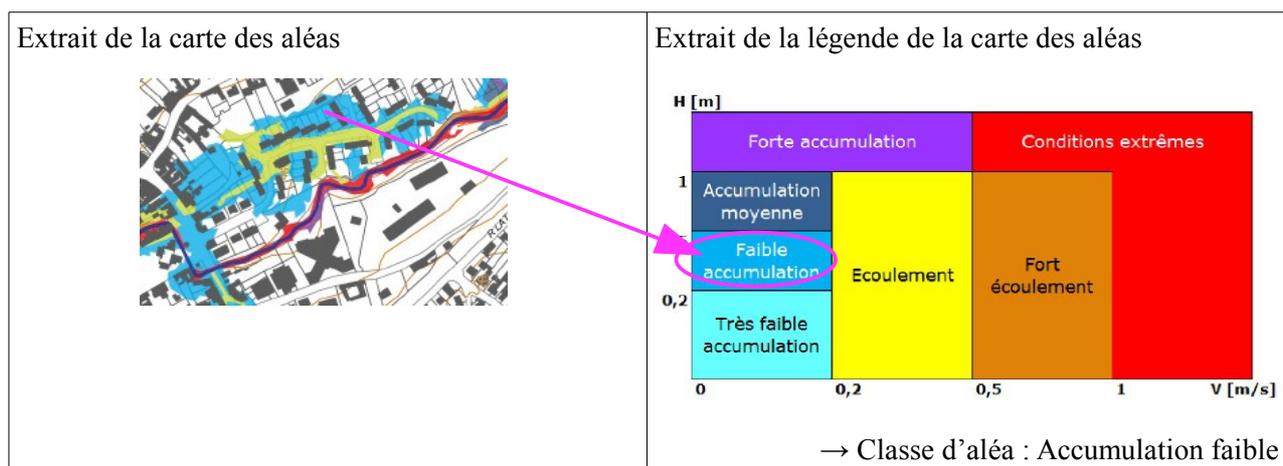
Dans l’attente de l’élaboration du PPRi des Pieds de Coteaux des Wateringues, la phase transitoire consistera à assimiler :

- les zones urbanisées aux zones U du document d’urbanisme
- les zones non urbanisées aux autres zones du document d’urbanisme (N, A, AU).

Après avoir défini le caractère urbanisable de la parcelle, il conviendra de suivre les étapes suivantes :

Étape 1 : Identification de l’exposition de la (des) parcelles(s)

À partir de la cartographie de l’aléa de référence, repérer la classe d’aléa :



Étape 2 : Identification de la nature du projet

À partir des informations fournies dans l’acte d’urbanisme, identifier la nature du projet :

<u>Le type de projet</u>	Projets neufs, extension, changement de destination, camping,
--------------------------	--

Pour les projets implantés sur 2 zones de classe d’aléa différente : on retient la classe d’aléa qui permet d’assurer la sécurité des biens et des personnes, soit la classe la plus élevée.



Étape 3 : Recherche du principe de constructibilité de la parcelle

À partir du tableau des principes de prévention ci-dessous, croiser les 3 informations (classe d'aléa / caractère urbanisé ou non / type de projet) et indiquer si le projet peut être autorisé sous réserve du respect de certaines conditions ou prescriptions ou refusé.

Type d'aléa		Conditions extrêmes	Fort accumulation	Fort écoulement	Écoulement	Accumulation moyenne	Faible accumulation	Très faible accumulation	Zone de production de ruissellement
Caractère de la zone		H > 1,50m	0 < V < 0,5m/s 1m < H < 1,5m	0,5m < V < 1m/s 0 < H < 1m	0,2 m/s < V < 0,5m/s 0 < H < 1m	0 < V < 0,2m/s 0,5m < H < 1m	0 < V < 0,2m/s 0,2m < H < 0,5m	0 < V < 0,2m/s 0 < H < 0,2m	
Zone urbanisée (U)	Projet neuf	Interdiction sauf cas particulier			Autorisation sous réserve de prescriptions				
	Projet lié à l'existant	Autorisation sous réserve de prescriptions							
Zone non urbanisée (N, A, AU)	Projet neuf	Interdiction sauf cas particulier							
	Projet lié à l'existant	Autorisation limitée et sous réserve de prescriptions							
Quelle que soit la zone	Camping/ aire d'accueil campeurs, caravanes, camping-cars	Interdiction de création de terrains pour l'accueil de campeurs, caravanes et camping-cars Autoriser les aménagements intérieurs de campings existants sous réserve							

Autorisation : sans prescription si gestion des eaux pluviales à la parcelle
À défaut, avec prescription

Étape 4 : Élaboration des prescriptions

Afin d'établir les prescriptions liées à la réalisation du projet, se reporter au chapitre VIII – Les préconisations en matière d'urbanisme – Point 8.1 – Point 8.2

Des tableaux de synthèse présentant, par type de zone et d'aléas, les projets autorisés figurent en annexe 2.

Précautions à prendre lorsque le projet se situe en zone d'aléa « Retrait gonflement des argiles » :

Certaines communes sont exposées à des aléas « retrait gonflement des sols argileux » de niveau moyen à fort. Cette information doit impérativement être signalée, car il est important que le maître d'ouvrage mette en œuvre toutes les mesures de mise en sécurité de son projet. En effet, certaines actions visant à limiter le ruissellement (ex : l'infiltration au plus près) pourraient accentuer les phénomènes de retrait gonflement des sols.

De plus, d'autres mesures visant à se mettre en sécurité au regard des inondations (ex : la construction sur pilotis ou les rehausses) doivent intégrer ces phénomènes lors de leur conception pour éviter toutes détériorations des structures en cas de retrait-gonflement des sols.

Les informations relatives au retrait gonflement des argiles sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-majeurs/Cartographie-dynamique>

V – Compatibilité des projets avec la loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Les aléas identifiés ont été établis pour une période de retour centennale. **Les enveloppes incluant le cours d'eau sont considérées comme le lit majeur du cours d'eau.**

Les projets se situant dans le lit majeur d'un cours d'eau peuvent avoir un impact sur l'eau et les milieux aquatiques et sont susceptibles de faire l'objet d'une procédure au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour tout dépôt de permis de construire, il conviendra d'inviter le pétitionnaire à se rapprocher du Guichet Unique de la Police de l'Environnement du Service de l'Environnement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Pas-de-Calais afin de vérifier si ce type de procédure doit être envisagé.

VI – Limite d'utilisation du document

Les modalités d'instruction définies précédemment pourront être applicables pour la majorité des projets présentés et son application automatique mènera à la décision individuelle.

L'analyse du projet et de son exposition à l'aléa conduisent à une prescription systématiquement spécifique. Les modalités d'instruction définies précédemment permettent d'aller un peu plus rapidement et plus sûrement vers des prescriptions adaptées.

Toutefois, la spécificité ou la destination du projet peut nécessiter un approfondissement de la réflexion tant sur le caractère constructible du projet que sur les prescriptions à viser. Dès lors, **il conviendra de consulter spécifiquement la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais – Service de l'Environnement – Unité Gestion des Risques, en précisant le motif de la consultation.**

VII – Définitions

Cote de référence : altitude maximale d'inondation atteinte pour un événement de référence centennial.

Pour le PPR des Pieds de Coteaux, cette cote de référence sera définie par la carte des hauteurs maximales de submersion. (cf 8.1 – Cotes de référence)

Destination : par application de l'article R151-27 du code de l'urbanisme, on distingue 5 destinations :

- les exploitations agricoles et forestières
- les habitations
- les commerces et activités de service
- les équipements d'intérêt collectif et les services publics
- les autres activités des secteurs secondaires et tertiaires

Emprise au sol : c'est la surface imperméabilisée occupée par la construction en contact direct avec le terrain naturel, faisant ainsi obstacle à l'écoulement des eaux.

L'emprise d'une construction sur pilotis est quasi nulle. En effet, pour ce type de construction, la transparence hydraulique est conservée.

Extension : projet **lié et communiquant avec l'existant** visant soit à surélever soit à augmenter les surfaces de plancher du bâti existant.

Projet nouveau : il s'agit de construction nouvelle ou aménagement nouveau projeté sur une parcelle ou une unité foncière.

Unité foncière : îlot d'un seul tenant composé d'une ou de plusieurs parcelles appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision ou exploité au travers d'un bail rural.

Réhabilitation d'un bien :

Les travaux de réhabilitation concernent l'amélioration du bâti existant par un réaménagement en gardant l'aspect extérieur et en y améliorant le confort intérieur. Il n'y a pas d'augmentation de surface de plancher.

Vulnérabilité : La vulnérabilité d'un établissement recevant du public (ERP) sera définie suivant le tableau ci-dessous

Type de catégorie	Affectation (exemples)	Classe de vulnérabilité
ERP de type J – U	Établissement de personnes vulnérables(Hôpitaux, Établissement de personnes âgées (MAPAD, EPHAD...)	3
ERP de type R de catégorie 1 à 5	Université – Collège – Lycée – Crèche – Maternelle – Halte garderie – centre de loisirs	
ERP de type W Participant à la gestion de crise	Centre SDIS, Administration, Gendarmerie, Police, PC de Plan Orsec, Services Techniques	
ERP de type M de catégorie 1 à 4	Commerce autre que 5ème catégorie	2
ERP de type N de catégorie 1 à 5	Restauration	
ERP de type O de catégorie 1 à 5	Hôtel – Gîtes – chambres d'hôte	
ERP de type W (privé) – L – X de catégorie 1 à 4	Banques, bureaux, Salles d'audition, de conférence, de spectacle...	1
ERP de type W (privé) – L – X de catégorie 5	Banques, bureaux, salles d'audition, de conférence, de spectacle...	
ERP de type P de catégorie 1 à 5	Salle de danse, musique, jeux	
ERP de type J de catégorie 5	Kinésithérapeute, médecin...	
ERP de type M de catégorie 5	Commerce	
ERP de type S – T – V – Y de catégorie 1 à 5	Centre de documentation, bibliothèque, salle d'exposition, Musée Établissement de culte	

VIII – Les préconisations en matières d'urbanisme

8.1 – Cotes de référence

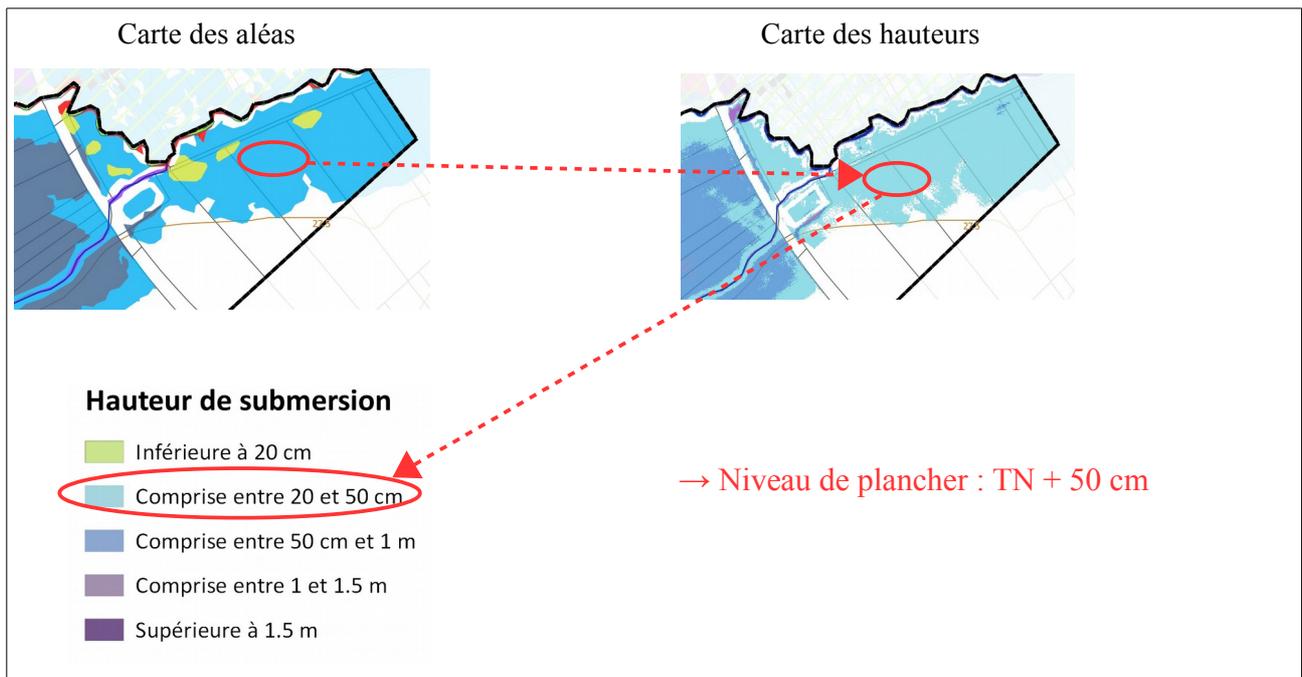
Dans les zones où le principe de constructibilité est retenu, la prescription principale portera sur **le niveau du premier plancher habitable** qui devra se situer **au-dessus d'une cote nommée cote de référence, dans le système NGF-IGN69.**

Cette cote sera déterminée à partir de **la carte des hauteurs maximales de submersion** : la cote de référence sera le niveau du terrain naturel (TN) auquel sera ajoutée la hauteur d'eau maximale lue sur cette carte.

Hauteur de submersion	Cote de référence associée
	TN + 20 cm
	TN + 50 cm
	TN + 1 m
	TN + 1,5 m
	TN + 1,5 m

La cote de référence ne s'applique que pour les projets situés dans une zone d'aléa.

Exemple de lecture d'une cote de référence :



8.2 – Préconisations d'urbanisme par zone

Dispositions en zones de conditions extrêmes (hauteur d'eau > 1,5 m et vitesse d'écoulement > 1 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau et de la vitesse, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de ne pas exposer de nouveau enjeu,
- de permettre les travaux relatifs à l'entretien et l'utilisation des biens exposés,
- de préserver les capacités de stockage en zone non urbanisée.

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

DANS LES ZONES URBANISÉES (U) ET NON URBANISÉES (N, A, AU)

I – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

II – Pour les projets liés à l'existant

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas de nouveau logement
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante

- * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * en zone non urbanisée, qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- La réhabilitation d'un bien sous réserve
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
 - L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol de l'extension **soit inférieure à 10 m²**
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - La construction d'un garage accolé ou non sous réserve :
 - * que l'emprise au sol du garage **soit inférieure à 20 m²**
 - Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander :

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de concevoir le projet afin qu'il résiste à une vitesse des eaux supérieure à 1m/s
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone de forte accumulation

(1m < hauteur d'eau < 1,5 m et vitesse d'écoulement < 0,5 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de ne pas exposer de nouveau enjeu,
- de permettre les travaux relatifs à l'entretien et l'utilisation des biens exposés,
- de préserver les capacités de stockage en zone non urbanisée

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

DANS LES ZONES URBANISÉES (U) ET NON URBANISÉES (N, A, AU)

I – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

II – Pour les projets liés à l'existant

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,

- la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * en zone non urbanisée, qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- La réhabilitation d'un bien
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
 - L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol de l'extension **soit inférieure à 10 m²**
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - La construction d'un garage accolé ou non sous réserve :
 - * que l'emprise au sol **soit inférieure à 20 m²**
 - Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander :

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de concevoir son projet afin qu'il résiste à une vitesse des eaux de 0,5 m/s
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone de fort écoulement

(hauteur d'eau < 1 m et 0,5 m/s < vitesse d'écoulement < 1 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau et de la vitesse, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de ne pas exposer de nouveau enjeu,
- de permettre les travaux relatifs à l'entretien et l'utilisation des biens exposés

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

DANS LES ZONES URBANISÉES (U) ET NON URBANISÉES (N, A, AU)

I – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

II – Pour les projets liés à l'existant

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,

- l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * en zone non urbanisée, qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- La réhabilitation d'un bien
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol de l'extension **soit inférieure à 10 m²**
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve :
 - * que l'emprise au sol **soit inférieure à 20 m²**
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de concevoir son projet afin qu'il résiste à une vitesse des eaux de 1m/s
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone d'écoulement

(hauteur d'eau < 1 m et 0,2 m/s < vitesse d'écoulement < 0,5 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau et de la vitesse, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de permettre l'extension mesurée des activités économiques,
- permettre une urbanisation raisonnée, sécurisée
- ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux,
- ne pas aggraver les conséquences du ruissellement sur l'aval

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

I – DANS LES ZONES URBANISÉES (U)

I-1 – Pour les projets nouveaux

Interdits :

- L'implantation d'établissements ou activités de gestion de crise (centre de secours, bâtiment dédié à la gestion de crise...) ou particulièrement vulnérables de classe de vulnérabilité 3
- L'implantation d'établissement dont le fonctionnement est essentiel pour la sécurité civile
- Les habitations légères de loisir
- Les caves et sous-sol
- Tout type de remblais qui ferait obstacle à l'écoulement des eaux, hormis ceux autorisés ci-après

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions nouvelles sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * que le projet ne présente ni cave ni sous-sol
 - * **pour les projets à usage d'habitation :**
l'emprise au sol sera inférieure à 100 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 15 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services :**
l'emprise au sol sera inférieure à 200 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 30 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

I-2 – Pour les projets liés à l'existant

Interdits :

- Les changements de destination qui augmentent la classe de vulnérabilité des ERP et/ou qui se situent sous la cote de référence

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)

- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - * **pour les constructions à usage d'habitation**, que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services**, l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 % de la surface totale de l'unité foncière
- La réhabilitation d'un bien
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence
- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol **soit inférieure à 20 m²**
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

II – DANS LES ZONES NON URBANISÉES (N, A, AU)

II-1 – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous :

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

II-2 – Pour les projets liés à l'existant

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 m²
 - * qu'il n'y ait pas création de logement supplémentaire
- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol du projet **soit inférieure à 20 m²**
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de concevoir son projet afin qu'il résiste à une vitesse des eaux de l'ordre de 0,5 m/s
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone d'accumulation moyenne

(0,5 m < hauteur d'eau < 1 m et vitesse d'écoulement < 0,2 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau et de la vitesse, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de permettre l'extension mesurée des activités économiques,
- de permettre une urbanisation raisonnée,
- de favoriser l'infiltration,
- de préserver les capacités de stockage

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

I – DANS LES ZONES URBANISÉES (U)

I-1 – Pour les projets nouveaux

Interdits :

- L'implantation d'établissements ou activités de gestion de crise (centre de secours, bâtiment dédié à la gestion de crise...) ou particulièrement vulnérables de classe de vulnérabilité 3
- L'implantation d'établissement dont le fonctionnement est essentiel pour la sécurité civile
- Les habitations légères de loisir
- Les caves et sous-sol
- Tout type de remblais qui ferait obstacle à l'écoulement des eaux, hormis ceux autorisés ci-après

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions nouvelles sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * que le projet ne présente ni cave ni sous-sol
 - * **pour les projets à usage d'habitation :**
 - l'emprise au sol sera inférieure à 100 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 15 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services :**
 - l'emprise au sol sera inférieure à 200 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 30 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).
- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables

I-2 – Pour les projets liés à l'existant

Interdits :

- Les changements de destination qui augmentent la classe de vulnérabilité des ERP et/ou qui se situent sous la cote de référence

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les abris de jardins
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * **pour les constructions à usage d'habitation**, que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services**, l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 % de la surface totale de l'unité foncière
- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence
- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol soit inférieure à 20 m²
- La surélévation d'un niveau qui crée un nouveau logement sous réserve que le premier plancher habitable de la surélévation soit situé au-dessus de la cote de référence
- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables
- Les changements de destination qui créent un nouveau logement sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas de pièce de vie sous le niveau de la cote de référence
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

II – DANS LES ZONES NON URBANISÉES (N, A, AU)

II-1 – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables

II-2 – Pour les projets liés à l'existant

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les abris de jardins
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * de ne pas créer de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence

* que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 m²

- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol du projet **soit inférieure à 20 m²**
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander :

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone de faible accumulation

(0,2 m < hauteur d'eau < 0,5 m et vitesse d'écoulement < 0,2 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de permettre l'extension mesurée des activités économiques,
- de permettre une urbanisation raisonnée,
- de favoriser l'infiltration,
- de préserver les capacités de stockage

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

I – DANS LES ZONES URBANISÉES (U)

I-1 – Pour les projets nouveaux

Interdits :

- L'implantation d'établissements ou activités de gestion de crise (centre de secours, bâtiment dédié à la gestion de crise...) ou particulièrement vulnérables de classe de vulnérabilité 3
- L'implantation d'établissement dont le fonctionnement est essentiel pour la sécurité civile
- Les habitations légères de loisir
- Les caves et sous-sol
- Tout type de remblais qui ferait obstacle à l'écoulement des eaux, hormis ceux autorisés ci-après

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions nouvelles sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * que le projet ne présente ni cave ni sous-sol
 - * **pour les projets à usage d'habitation :**
 - l'emprise au sol sera inférieure à 100 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 15 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services :**
 - l'emprise au sol sera inférieure à 200 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 30 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

I-2 – Pour les projets liés à l'existant

Interdits :

- Les changements de destination qui augmentent la classe de vulnérabilité des ERP et/ou qui se situent sous la cote de référence

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les abris de jardins
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les extensions de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * **pour les constructions à usage d'habitation**, que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 40 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services**, l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 40 % de la surface totale de l'unité foncière
- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence
- Les changements de destination qui créent un nouveau logement sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas de pièce de vie sous le niveau de la cote de référence
- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol soit inférieure à 20 m²
- La surélévation d'un niveau qui crée un nouveau logement sous réserve que le premier plancher habitable de la surélévation soit situé au-dessus de la cote de référence
- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

II – DANS LES ZONES NON URBANISÉES (N, A, AU)

II-1 – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables

II-2 – Pour les projets liés à l'existant

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les abris de jardins
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses,
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * de ne pas créer de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol

* que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence

* que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20 m²

- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol du projet **soit inférieure à 20 m²**
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander :

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone de très faible accumulation (0 < hauteur d'eau < 0,2 m et vitesse d'écoulement < 0,2 m/s)

Dans cette zone, compte tenu des hauteurs d'eau, les objectifs de prévention sont :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité voire la réduire,
- de permettre une urbanisation raisonnée,
- de favoriser l'infiltration

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

I – DANS LES ZONES URBANISÉES (U)

I-1 – Pour les projets nouveaux

Interdits :

- L'implantation d'établissements ou activités de gestion de crise (centre de secours, bâtiment dédié à la gestion de crise...) ou particulièrement vulnérables de classe de vulnérabilité 3
- L'implantation d'établissement dont le fonctionnement est essentiel pour la sécurité civile
- Les habitations légères de loisir
- Les caves et sous-sol
- Tout type de remblais qui ferait obstacle à l'écoulement des eaux, hormis ceux autorisés ci-après

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions nouvelles sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * que le projet ne présente ni cave ni sous-sol
 - * **pour les projets à usage d'habitation :**
l'emprise au sol sera inférieure à 100 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 15 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services :**
l'emprise au sol sera inférieure à 200 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 30 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²
- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).

I-2 – Pour les projets liés à l'existant

Interdits :

- Les changements de destination qui augmentent la classe de vulnérabilité des ERP et/ou qui se situent sous la cote de référence

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires

- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les abris de jardins
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les extensions de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * **pour les constructions à usage d'habitation**, que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 40 m²
 - * **pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services**, l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 40 % de la surface totale de l'unité foncière
- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
- Les changements de destination qui créent un nouveau logement sous réserve :
 - * que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas de pièce de vie sous le niveau de la cote de référence
- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol soit inférieure à 20 m²
- La surélévation d'un niveau qui crée un nouveau logement sous réserve que le premier plancher habitable de la surélévation soit situé au-dessus de la cote de référence
- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

II – Dans les zones non urbanisées (N, A, AU)

II-1 – Pour les projets nouveaux

Tout est interdit, à l'exception des projets mentionnés ci-dessous

- Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics
- La création de bassins, piscines et plans d'eau sous réserve que les déblais soient entreposés en dehors de toute zone d'aléa. Une matérialisation sera indispensable pour assurer la sécurité des secours et éviter les chutes dans ces trous d'eau (balises visibles : hauteur, forme, couleur).
- Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire sous réserve :
 - * que le premier niveau de plancher habitable se situe au-dessus de la cote de référence
 - * que l'emprise au sol ne soit pas augmentée
 - * de ne pas augmenter le nombre de logement

Aux termes de l'article L111-15 du code de l'urbanisme, il est vivement conseillé d'interdire la reconstruction si la destruction a été causée par une inondation.

- L'aménagement de parkings sous réserve qu'ils soient perméables

II-2 – Pour les projets liés à l'existant

Admis sans prescription :

- Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires...)
- Les mises aux normes réglementaires obligatoires
- La surélévation d'un niveau qui ne crée pas un nouveau logement
- Les abris de jardins
- Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements
- Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements

Pour les changements de destination, il est **recommandé** de prendre en compte le risque en situant le niveau du premier plancher habitable au-dessus de la cote de référence

Admis sous réserve de prescriptions :

- Les constructions et extensions de bâtiments agricoles sous réserve :
 - * qu'elles soient directement liées au fonctionnement de l'exploitation agricole existante
 - * que les mesures de prévention soient intégrées dans la conception des installations notamment
 - la rehausse des équipements intérieurs,
 - la mise en place de citernes non enterrées et ancrées,
 - la mise en place de mesures pour éviter les pollutions du milieu naturel,
 - la limitation du nombre d'animaux d'élevage dans ces secteurs,
 - l'adaptation des conditions de stockage des substances et préparations dangereuses
 - * que les équipements sensibles à l'eau soient placés au-dessus de la cote de référence,
 - * qu'aucun logement, même de fonction, ni pièce de sommeil ne soient créés
- La réhabilitation d'un bien sous réserve :
 - * de ne pas créer de logement supplémentaire
 - * que les pièces de vie soient situées au-dessus de la cote de référence
 - * qu'il n'y ait pas d'aménagement de pièce de vie en sous-sol
- L'extension de constructions existantes sous réserve :
 - * que l'extension ne conduise pas à créer une cave ou un sous-sol

* que le niveau du premier plancher habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de référence

* que l'emprise au sol de l'extension n'occupe pas plus de 20m²

- La construction d'un garage accolé ou non sous réserve que l'emprise au sol du projet **soit inférieure à 20 m²**
- Pour les campings, seront admis les aménagements intérieurs des terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et des villages de vacances, sous réserve de :
 - * ne pas étendre le périmètre de ces terrains, parcs ou villages,
 - * ne pas accroître le nombre d'emplacements ou les capacités d'accueil autorisés

Pour l'ensemble des projets, il conviendra de recommander :

- d'installer les éléments sensibles à l'eau au-dessus de la cote de référence
- de limiter les remblais à la stricte réalisation du projet et de sa mise en sécurité, et de ses accès

Dispositions en zone de production de ruissellement

Dans cette zone, les objectifs de prévention sont :

- limiter voire réduire les ruissellements et les apports d'eau à l'aval
- de permettre une urbanisation raisonnée,
- de favoriser l'infiltration

Tout projet qui ne serait pas mentionné dans ce chapitre pourra faire l'objet d'une consultation spécifique du Service de l'Environnement – Unité gestion des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

DANS LES ZONES URBANISÉES (U) ET NON URBANISÉES (N, A, AU)

I – Pour les projets nouveaux

Admis sans prescription

– Les constructions nouvelles d'habitations ou d'activités dès lors qu'une gestion des eaux pluviales à la parcelle est mise en place.

À défaut,

pour les projets à usage d'habitation :

l'emprise au sol sera inférieure à 100 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 15 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²

pour les constructions à usage d'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de services :

l'emprise au sol sera inférieure à 200 m² lorsque la superficie de l'unité foncière est inférieure ou égale à 700 m² **ou** à 30 % de la superficie de l'unité foncière lorsque cette superficie est supérieure à 700 m²

Admis avec prescription

- **L'aménagement de parkings**, sous réserve qu'ils soient perméables

II – Pour les projets liés à l'existant

Tous les projets sont autorisés. Il conviendra de recommander une gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Annexe 1 – Logigramme d’instruction d’un acte d’urbanisme

Projet

Outils

Recherche de l'exposition du projet à un aléa inondation

OUI

NON

Aléa ? ¹

¹ Carte des aléas

Recherche du principe de constructibilité ²

² Tableaux de synthèse - Annexe 2

Autorisation ?

NON

OUI

Préconisations d'urbanisme ? ³

NON

³ Préconisations d'urbanisme – Point 8.3

OUI

Cote de référence ? ⁴

NON

⁴ Carte des hauteur d'eau / carte des aléas

OUI

Rédaction de l'arrêté + préconisations d'urbanisme + cote de référence

Rédaction de l'arrêté + préconisations d'urbanisme

Rédaction de l'arrêté

Refus

Sans objet

Annexe 2 – Tableaux de synthèse

Zone urbanisée

UF : unité foncière
 SP : sans prescription
 AP : avec prescription

PROJETS NOUVEAUX

		Conditions extrêmes H> 1,50m	Forte accumulation 0 < V < 0,5m/s 1m < H < 1,5m	Fort écoulement 0,5m < V < 1m/s 0 < H < 1m	Écoulement 0,2 m/s < V < 0,5m/s 0 < H < 1m	Accumulation moyenne 0 < V < 0,2m/s 0,5m < H < 1m	Faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0,2 m < H < 0,5m	Très faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0 < H < 0,2m
Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire	AP	X	X	X	X	X	X	X
La création de bassins, piscines et plans d'eau	AP	X	X	X	X	X	X	X
Les constructions nouvelles (habitation) <i>Emprise au sol</i>	AP				X <100m ² si UF < 700m ² <15 % si UF > 700m ²	X <100m ² si UF < 700m ² <15 % si UF > 700m ²	X <100m ² si UF < 700m ² <15 % si UF > 700m ²	X <100m ² si UF < 700m ² <15 % si UF > 700m ²
Les constructions nouvelles (activité) <i>Emprise au sol</i>	AP				X <200m ² si UF < 700m ² <30 % si UF > 700m ²	X <200m ² si UF < 700m ² <30 % si UF > 700m ²	X <200m ² si UF < 700m ² <30 % si UF > 700m ²	X <200m ² si UF < 700m ² <30 % si UF > 700m ²
L'aménagement de parkings	AP					X	X	X

PROJETS LIÉS À L'EXISTANT

		Conditions extrêmes H> 1,50m	Forte accumulation 0 < V < 0,5m/s 1m < H < 1,5m	Fort écoulement 0,5m < V < 1m/s 0 < H < 1m	Écoulement 0,2 m/s < V < 0,5m/s 0 < H < 1m	Accumulation moyenne 0 < V < 0,2m/s 0,5m < H < 1m	Faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0,2 m < H < 0,5m	Très faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0 < H < 0,2m
Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires, ...)	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les mises aux normes réglementaires obligatoires	SP	X	X	X	X	X	X	X
La surélévation d'un niveau qui ne crée pas de nouveau logement	SP	X	X	X	X	X	X	X
La surélévation d'un niveau qui crée un nouveau logement	AP					X	X	X
Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les changements de destination qui créent un nouveau logement	AP					X	X	X
Les constructions et extensions de bâtiments agricoles	AP	X	X	X	X	X	X	X
La réhabilitation d'un bien	AP	X	X	X	X	X	X	X
L'extension de constructions existantes (habitations) <i>Emprise au sol</i>	AP	X <10m ²	X <10m ²	X <10m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <40m ²	X <40m ²
L'extension de constructions existantes (activités) <i>Emprise au sol</i>	AP	X <10m ²	X <10m ²	X <10m ²	X <20 % de IUF	X <20 % de IUF	X <40 % de IUF	X <40 % de IUF
La construction d'un garage accolé ou non	AP	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²
Les campings	AP	X	X	X	X	X	X	X
L'aménagement de parkings	AP					X	X	X
Les abris de jardins	SP					X	X	X

Zone non urbanisée

UF : unité foncière
 SP : sans prescription
 AP : avec prescription

PROJETS NOUVEAUX

		Conditions extrêmes H> 1,50m	Forte accumulation 0 < V < 0,5m/s 1m < H < 1,5m	Fort écoulement 0,5m < V < 1m/s 0 < H < 1m	Écoulement 0,2 m/s < V < 0,5m/s 0 < H < 1m	Accumulation moyenne 0 < V < 0,2m/s 0,5m < H < 1m	Faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0,2m < H < 0,5m	Très faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0 < H < 0,2m
Les constructions ou les ouvrages liés aux réseaux publics	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les reconstructions après sinistre non lié à l'inondation ou suite à démolition volontaire	AP	X	X	X	X	X	X	X
La création de bassins, piscines et plans d'eau	AP	X	X	X	X	X	X	X
Les constructions nouvelles (habitation) <i>Emprise au sol</i>	AP							
Les constructions nouvelles (activité) <i>Emprise au sol</i>	AP							
L'aménagement de parkings	AP					X	X	X

PROJETS LIÉS À L'EXISTANT

		Conditions extrêmes H> 1,50m	Forte accumulation 0 < V < 0,5m/s 1m < H < 1,5m	Fort écoulement 0,5m < V < 1m/s 0 < H < 1m	Écoulement 0,2 m/s < V < 0,5m/s 0 < H < 1m	Accumulation moyenne 0 < V < 0,2m/s 0,5m < H < 1m	Faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0,2m < H < 0,5m	Très faible accumulation 0 < V < 0,2m/s 0 < H < 0,2m
Les travaux d'entretien courant (changement de fenêtres, réfection de toiture, installation de panneaux solaires, ...)	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les mises aux normes réglementaires obligatoires	SP	X	X	X	X	X	X	X
La surélévation d'un niveau qui ne crée pas de nouveau logement	SP	X	X	X	X	X	X	X
La surélévation d'un niveau qui crée un nouveau logement	AP							
Les changements de destination qui n'augmentent pas la classe de vulnérabilité pour les ERP et ne créent pas de nouveaux logements	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les changements de destination qui ne créent pas de nouveaux logements	SP	X	X	X	X	X	X	X
Les changements de destination qui créent un nouveau logement	AP							
Les constructions et extensions de bâtiments agricoles	AP	X	X	X	X	X	X	X
La réhabilitation d'un bien	AP	X	X	X	X	X	X	X
L'extension de constructions existantes (habitations) <i>Emprise au sol</i>	AP	X <10m ²	X <10m ²	X <10m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²
L'extension de constructions existantes (activités) <i>Emprise au sol</i>	AP	X <10m ²	X <10m ²	X <10m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²
La construction d'un garage accolé ou non	AP	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²	X <20m ²
Les campings	AP	X	X	X	X	X	X	X
L'aménagement de parkings	AP							
Les abris de jardins	SP					X	X	X

Zone de production de ruissellement

Quelle que soit la zone

Les constructions nouvelles (habitation)	SP	si gestion des eaux pluviales à la parcelle	
	AP	si pas de gestion des eaux pluviales à la parcelle	<100m ² si UF < 700m ² <15 % si UF > 700m ²
Les constructions nouvelles (activité)	SP	si gestion des eaux pluviales à la parcelle	
	AP	si pas de gestion des eaux pluviales à la parcelle	<200m ² si UF < 700m ² <30 % si UF > 700m ²
L'aménagement de parkings	AP	X	

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Service de l'Environnement

Unité Gestion des Risques

 03 21 22 99 20

 100 Avenue Winston Churchill CS 10 007
62 022 ARRAS

 ddtm-sde-risques@pas-de-calais.gouv.fr